

J'HABITE
UN MONUMENT
HISTORIQUE

OLIVIER CALON

J'HABITE
UN MONUMENT
HISTORIQUE

BUCHET • CHASTEL

Illustrations intérieures d'Éric Doxat

© Buchet/Chastel, Libella, Paris, 2021

ISBN 978-2-283-03491-0

INTRODUCTION

Qui, mieux que celui qui y vit, peut restituer l'âme d'un lieu ?

Les sites que vous découvrirez au fil des pages sont, chacun à leur manière, des lieux exceptionnels. Ils figurent à l'inventaire des monuments historiques, classés ou inscrits, totalement ou partiellement. Depuis la création de cet inventaire en 1837, près de 45 000 bâtiments ont bénéficié d'un classement et, chaque année, environ 300 nouveaux y accèdent à leur tour. Nous avons donc l'embarras du choix... Mais tous ces bâtiments ne sont pas habités de manière permanente, de jour comme de nuit, très loin de là ! Or tel était notre premier critère de sélection.

Le second s'attachait à la diversité des bâtiments. Châteaux, bien sûr, puisque c'est d'abord à eux qu'on pense quand on évoque les monuments historiques. Mais aussi appartements, maisons, hôtels, bateaux, moulins, phares, cirques, cimetières, musées ou lieux de mémoire... Tous reflètent l'extrême variété de notre patrimoine et cette volonté d'éclectisme constituait, dès l'origine, une des clés du projet.

Ces bâtiments que nous regardons le plus souvent de l'extérieur, nous avons voulu en pousser la porte et

rencontrer leurs occupants pour les faire témoigner. Les habitants de ces lieux ont un privilège extraordinaire. Non pas au sens de la naissance ou de la fortune : leur privilège est de vivre dans un cadre exceptionnel, dans un environnement qui fait partie de notre héritage commun et de nos racines. Mais ce privilège va de pair avec des devoirs. Défendre, entretenir et partager ce patrimoine architectural, artistique, historique ou spirituel est la mission que ces habitants d'un type particulier se sont assignée ; elle se révèle bien souvent être un combat quotidien et inégal contre le temps, le besoin d'argent, la réglementation, l'indifférence.

À l'image de la diversité des bâtiments qu'ils habitent, les personnages présents dans ce livre offrent des profils très différents selon leur fonction, leur âge, les raisons pour lesquelles ils occupent ces lieux. Gardiens du patrimoine et garants de l'âme des sites sur lesquels ils veillent, ils partagent néanmoins plusieurs points communs.

Le premier et le plus manifeste est le lien extrêmement fort qui les unit au lieu qu'ils habitent. Qu'il soit de nature historique, familiale, professionnelle, intellectuelle, sentimentale – le cumul est bien sûr possible... –, cet attachement saute immédiatement aux yeux lorsqu'on les rencontre. Il est perceptible autant dans les mots que dans les gestes ou les regards. Au point qu'on a parfois l'impression que ce ne sont pas tant ces occupants qui se sont approprié les lieux, mais l'inverse, et qu'un autre n'y serait pas à sa place.

Le deuxième point commun, certes plus terre à terre mais néanmoins essentiel, tient au nerf de la guerre. L'argent est, chez ces occupants, une préoccupation constante, quotidienne. Une obsession dans certains cas. L'argent pour entretenir, restaurer, valoriser, partager, conserver, transmettre ce patrimoine. Pour le sauver, tout simplement.

Certes, l'inscription à l'inventaire des monuments historiques procure des avantages fiscaux et des soutiens financiers – en échange de nombreuses obligations quant à l'entretien, les travaux, la période de conservation, l'ouverture au public, la vente, etc. La question du coût de l'entretien est une constante chez ces occupants. Chaque étape, chaque chantier est ainsi pour eux un combat nouveau, avec son lot d'interrogations et d'incertitudes. Mais, toujours aussi, avec une forte dose de passion pour entreprendre et de foi pour persévérer.

Troisième point commun : l'hospitalité. Si certains bâtiments publics ou administratifs ont gardé portes closes, tous les autres occupants que nous avons sollicités ont largement ouvert les leurs. Tous ont manifesté leur plaisir de faire découvrir ces lieux exceptionnels qui leur tiennent tant à cœur, de témoigner de leur bonheur et de leurs difficultés à y vivre. Comment oublier l'acharnement d'Amaury de Sigalas à sauver son château de Bazoches, l'alerte silhouette d'une religieuse quasi centenaire déambulant sur les remparts de son abbaye, le jeune marin évoquant le bonheur ressenti en haut du grand mâât du *Belem*, l'attachement du gouverneur des Invalides pour « ses » pensionnaires, l'infaillible mémoire de l'habitante – depuis sept décennies – du Familistère de Guise, l'optimisme insensé du propriétaire de Cercamp en proie à un chantier titanesque, l'érudition fébrile du conservateur du musée de Port-Royal des Champs, l'incroyable collection d'objets du cirque de Louis-Sampion Bouglione, l'amour du jardinier du Père-Lachaise pour ses arbres entre les tombes, l'émotion de la gardienne de la flamme des fusillés du Mont-Valérien, etc. ?

Que tous ceux qui nous ont reçus soient ici remerciés pour leur accueil, leur ténacité, leur enthousiasme et leur exigeante passion.

Post scriptum

La grande majorité des rencontres qui ont nourri ce livre se sont déroulées peu de temps avant le début des mesures de confinement. Qui alors aurait pu imaginer que beaucoup des lieux présentés dans ces pages seraient bientôt contraints de fermer leurs portes ? Ce fut pourtant le cas pour environ les deux tiers d'entre eux, qui ont vocation à accueillir du public, quelle que soit la forme de cet accueil (visites, séjours, retraites...).

Si tous leurs propriétaires et occupants savaient que l'entretien et la valorisation du patrimoine sont soumis à de multiples difficultés, ils ont dû en affronter une aussi brutale qu'imprévisible avec le confinement et les restrictions de circulation qui l'ont accompagné.

L'absence de visiteurs ou de clients pendant plusieurs mois a totalement bouleversé le quotidien des propriétaires et, bien plus grave, menacé leur activité, voire la survie de ces bâtiments pour lesquels ils ont consenti tant de sacrifices. En effet, ils estiment la baisse de leurs ressources financières entre 30 et 40 %. Des proportions considérables. Certes, comme tout entrepreneur, les propriétaires des lieux recevant du public ont eu la possibilité de mettre tout ou partie de leur personnel au chômage partiel et de bénéficier de prêts garantis par l'État, mais ces derniers devront être remboursés. Quant aux aides spécifiques prévues pour le patrimoine, elles n'ont pas profité – sauf rarissime exception – aux propriétaires privés. C'est donc toute l'économie de ces lieux patrimoniaux qui est menacée, avec des conséquences immédiates ou à long terme. Puisque ce sont les visiteurs et les clients qui financent leur entretien, beaucoup de ces bâtiments risquent en effet de se dégrader, certaines

réparations nécessaires ne pouvant être remises à plus tard. Or, par manque de trésorerie, nombre de propriétaires ont dû renoncer aux travaux prévus.

Quelques-uns, toutefois, ont pu bénéficier de dons privés, spontanément offerts par des amoureux de ces bâtiments menacés ; d'autres ont profité de ces mois de fermeture forcée et de l'absence de public pour mener à bien des projets ou repenser leur organisation. Mais, pour tous, cette période restera comme une longue épreuve. Une épreuve qui aura au moins eu le mérite de nous démontrer concrètement, s'il en était besoin, combien la pérennité de ces lieux qui fondent notre patrimoine commun est fragile. Combien donc il convient de les découvrir, de les admirer et de les protéger.



AU CHÂTEAU DE BAZOCHES

Un descendant de Vauban et de Saint Louis

« Vauban, mon aïeul... » Évidemment, la formule impressionne. Surtout lorsqu'elle est prononcée à l'ombre des hautes tours d'un château lui aussi impressionnant, celui de Bazoches, la demeure de Vauban, située dans la Nièvre sur les contreforts du Morvan. Pourtant, Amaury de Sigalas, douzième génération des descendants du maréchal, est, immédiatement, d'un abord simple et chaleureux, sans la moindre affectation, vêtu d'un pantalon de toile et d'un pull de grosse laine. Direct, pas le genre à dissimuler sous le vernis d'une bonne éducation outrageusement policée ses difficultés et ses indignations, ses enthousiasmes et ses rêves.

En ce jour de mi-novembre, il flotte comme un air de mélancolie sur le château et son propriétaire : « La saison vient de se terminer ; Bazoches ne rouvrira ses portes au public que dans trois mois ; les plantes extérieures ont été rentrées et le portail d'accueil des visiteurs restera fermé », confie Amaury de Sigalas, avec un serrement au cœur doublé d'une inquiétude bien concrète : « Pendant les trois mois de fermeture, les dépenses courent, mais plus un euro ne rentre. Ce sont des mois terribles pour nous. » Les dépenses ? Trois salaires pleins, le chauffage, l'assurance, l'entretien, etc. La vie de château n'est ni un long fleuve tranquille ni une sinécure.

Cette vie-là est la sienne depuis son enfance. « Du côté de ma mère, née Hélène de Vibraye, viennent deux châteaux : celui de Cheverny et celui de Bazoches. J'ai vécu mes vingt-cinq premières années dans le premier et, depuis 1997, je vis dans le second où, enfant, je passais mes vacances. »

Lui a hérité du château de Bazoches, son frère aîné Charles-Antoine de celui de Cheverny. Tout s'est déroulé dans des circonstances surprenantes : « Mon grand-oncle Philippe de Vibraye, qui n'avait pas de descendant direct, a demandé à mes parents d'adopter leur fils aîné qui venait de naître, afin d'en faire l'héritier de Cheverny pour éviter que le domaine, dans la famille depuis 1404, n'en sorte et ne soit morcelé. Mes parents ont accepté, à condition d'avoir un autre fils, et je suis né trois ans plus tard ; l'adoption plénière a ainsi pu se réaliser en 1968. Mon grand-oncle souhaitait que mon frère reprenne le château en l'état. Mais mes parents, résidant à Cheverny, ont permis mieux que cela : en trente ans, ils en ont fait un des châteaux les plus fréquentés de France, décuplant le nombre de visiteurs », explique Amaury de Sigalas. Un des attraits touristiques essentiels du château de Cheverny est qu'il a servi de modèle au château de Moulinsart. « C'est mon père qui a pris l'initiative de contacter Hergé lui-même quelques mois avant sa mort en 1983, pour lui demander l'autorisation de présenter des mises en scène des aventures de Tintin dans le château. »

Une fois le château de Cheverny laissé au frère aîné, Amaury de Sigalas et ses parents s'installent à Bazoches en 1993. « Du temps de mes grands-parents, le château n'était pas ouvert aux visiteurs. Mais, à leur mort, nous avons été confrontés au choix de devoir vendre le château, car il était impossible de le garder en l'état au vu de l'importance des travaux à réaliser, ou de l'ouvrir à la visite. Or,

Bazoches n'avait jamais eu de vocation touristique. Très attachés au domaine, nous avons opté pour la seconde solution », raconte Amaury de Sigalas que son grand-père, sur son lit de mort, a désigné comme héritier du château. « Le choix de l'ouverture au public était motivé par deux atouts majeurs : la proximité de Vézelay, situé à moins de 10 kilomètres et dont la basilique draine un million de visiteurs par an, et la personnalité de l'ancien propriétaire des lieux, Vauban. »

Vauban ! Sébastien Le Prestre de Vauban, commissaire général des fortifications, maréchal de France... Ce nom est connu de tous grâce aux traces qu'il a laissées dans nos paysages, de Belle-Île-en-Mer en Bretagne à Neuf-Brisach en Alsace et d'Arras dans le Nord à Mont-Louis dans les Pyrénées : la France lui doit plus de cent cinquante fortifications parsemées sur tout le territoire.

Mais si cette image de bâtisseur de forteresses, expert en poliorcétique – nom savant de l'art de défendre ou de prendre une place –, est la plus prégnante dans notre mémoire collective, elle n'en est pas moins réductrice. Vauban fut bien plus que cela, un esprit libre et inventif qui mena des réflexions sur l'armée, l'architecture, l'économie, l'organisation sociale et politique, la fiscalité, etc. Au point d'être considéré comme l'« inventeur de la France moderne », selon l'expression de Dominique Le Brun¹.

Né dans le village de Saint-Léger-Foucheret – rebaptisé Saint-Léger-Vauban en 1867 –, dans ce Morvan qui le verra s'établir plus tard à Bazoches, Sébastien Le Prestre est issu de la petite noblesse de province. Présenté dès l'âge de 17 ans à Condé, il s'engage comme cadet dans

1. Dominique Le Brun, *Vauban, l'inventeur de la France moderne*, Paris, La Librairie Vuibert, 2016.

son régiment. Il y apprend le métier d'ingénieur militaire à une époque où la guerre de siège est préférée à la guerre de mouvement. Passé au service de Louis XIV, Vauban perfectionne ce savoir-faire auprès de Clerville, considéré alors comme le meilleur spécialiste de l'architecture militaire de tout le royaume. Vauban va rapidement égaler, puis dépasser le maître. « Le jeune Louis XIV remarque le personnage au siège de Sainte-Menehould en novembre 1653 et le nomme capitaine. Le lien de proximité avec le roi, très ténu, remonte à cet épisode et il a duré jusqu'à sa mort », explique Amaury de Sigalas.

Vauban révolutionna l'architecture militaire, non seulement dans ses structures, avec le souci permanent d'épargner le maximum de vies humaines, mais aussi en considérant, pour la première fois, que ces édifices avaient une fonction civile. Il savait que la durée d'un siège n'excédait jamais cinquante jours ; ses fortifications devaient donc permettre un second usage une fois le siège terminé. Les talents de l'architecte militaire Vauban se doublaient ainsi, toujours, de ceux d'un urbaniste. « Ce qui est frappant, souligne son descendant, c'est sa capacité à tirer le meilleur parti de chaque topologie, à s'adapter au mieux à chaque situation nouvelle, en recherchant toujours le système le plus efficace, le moins cher et le plus économe en vies humaines. » La plus grande fierté de l'architecte était la construction du fort de la Conchée dans la baie de Saint-Malo, une formidable prouesse technique, édifiée sur un îlot rocheux à deux milles nautiques du port et entourée de violents courants. Esprit curieux et pragmatique, le seigneur de Bazoches inventa un fusil – le fusil Vauban – pourvu de deux dispositifs de mise à feu, plus léger et plus court, et équipé d'une baïonnette. Cette innovation bouleversa l'organisation des armées et le rôle de l'infanterie.

Vauban fut, en son temps, un des meilleurs connaisseurs de la réalité de son pays. Il entreprenait d'incessants voyages à travers la France qui lui en donnèrent une vision unique parmi ses contemporains. Des historiens ont calculé qu'il aurait parcouru plus de 180 000 kilomètres au cours des cinquante-sept années de sa carrière, soit plus de 3 000 kilomètres par an en moyenne. Pour l'époque, c'est vertigineux ! Il voyageait à cheval, bien sûr, en voiture de poste certainement, en carrosse sans doute. Mais au personnage est associée la fameuse basterne, cette voiture mue par deux chevaux ou deux mules, l'un devant et l'autre derrière, déjà connue chez les Romains, constituée d'une cabine emportant deux passagers assis face à face. Ce véhicule « tout terrain » permettait à Vauban de travailler tout en se déplaçant, dictant ses instructions à un secrétaire. Une réplique de cette basterne créée pour les besoins du tournage d'un téléfilm est exposée au château de Bazoches.

Les différents aspects de la personnalité et de l'œuvre de Vauban sont présentés au château : « Si son nom est connu de tous, la plupart des gens ne connaissent que le bâtisseur de fortifications alors qu'il fut bien davantage que cela », souligne Amaury de Sigalas.

Vauban acheta le château de Bazoches en 1675 grâce aux 80 000 livres que Louis XIV lui versa en récompense du rôle capital qu'il joua, trois ans auparavant, dans le siège de Maastricht, ville hollandaise prise après treize jours de siège seulement. Bâti au XII^e siècle, cet ancien château fort avec ses tours puissantes avait appartenu à son arrière-grand-père, mais était sorti de la famille à la suite de litiges de succession.

Rapidement, Vauban entreprend des travaux importants. Il ferme l'aile ouest, jusqu'alors ouverte sur la vallée, fait

installer un second portail, complète les communs, perce une allée d'arrivée, agrandit les écuries et fait creuser un large pédiluve pour les chevaux. Par ailleurs, il aménage l'intérieur, crée la « Grande Galerie » qui transforme cette demeure en un véritable bureau d'études. Dans cette vaste pièce, il travaillait avec ses dessinateurs architectes et ses ingénieurs. « Il est émouvant de se dire que c'est là qu'ont vu le jour une grande partie des plans et des études des places fortes et ouvrages qu'il a construits dans toute la France. Il y régnait une activité débordante ! » commente son descendant.

Cette imposante galerie « de travail » a été entièrement reconstituée. On peut aussi y découvrir l'armure de siège de Vauban, qui porte encore les traces des blessures reçues au combat. Autre singularité : le casque comprend un « nasal », cette pièce de métal passant devant le nez, destinée à protéger le visage contre les coups d'épée. « Le nasal était utilisé du temps de la chevalerie et personne ne sait pourquoi le casque de mon aïeul en était équipé », dit Amaury de Sigalas, dont l'émotion est perceptible lorsqu'il présente cette relique qu'il a pourtant déjà vue des milliers de fois.

Dans cette Grande Galerie située au premier étage, les visiteurs découvrent également un portrait de Charlotte, la fille aînée de Vauban, mariée au comte de Mesgrigny d'Aunay et ancêtre d'Amaury de Sigalas – « les successions, à Bazoches, se sont toujours faites par les femmes », explique-t-il –, ainsi qu'un arbre généalogique de la famille de Vauban somptueusement illustré. Il permet de constater que les deux parents d'Amaury de Sigalas, Hélène de Vibraye et Arnaud de Sigalas, descendent tous les deux de Saint Louis. Vauban par sa mère, Saint Louis par son père et sa mère... Belle, mais lourde hérédité !

La visite recèle bien d'autres trésors que le propriétaire du château prend un vif plaisir à présenter : un mobilier exceptionnel, estampillé et signé de maîtres connus, parmi lequel d'étonnants fauteuils entièrement démontables, exposés dans la chambre du maréchal, des portraits de six des derniers Valois peints par François Quesnel et François Clouet, des tapisseries d'Aubusson, des plafonds en trompe-l'œil, trois salles de bibliothèque comptant 5 000 ouvrages dont beaucoup sont d'une grande rareté, etc. « Au cours des travaux de restauration, on a découvert dans le cabinet de travail de Vauban un orifice qui communiquait directement avec la pièce en dessous, raconte Amaury de Sigalas ; dissimulé derrière une boiserie près de la cheminée, il permettait, en toute discrétion, d'entendre ce qui se passait au rez-de-chaussée... » Dans la chambre de la maréchale de Vauban – qui ne quitta pratiquement jamais Bazoches pendant que son illustre mari parcourait la France en tous sens et qui géra et développa le domaine avec une grande efficacité –, le visiteur peut admirer un plan d'aménagement des jardins de Bazoches que Vauban avait commandé à son ami Le Nôtre et qui porte, au dos, la signature de ce dernier. « Ce projet, constitué de terrasses, a été repris en partie, notamment en créant de grands dominos de verdure », explique Amaury de Sigalas.

Dans la cour du château, le propriétaire évoque des souvenirs d'enfance. « Avec mon frère, nous étions très complices et nous avons passé de merveilleux moments à Bazoches pendant les vacances. Certes, notre grand-père était très sévère, mais, dans le même temps, il adorait ses petits-enfants. Bien sûr, mon frère et moi n'avions pas conscience du caractère historique exceptionnel de notre terrain de jeu », témoigne-t-il, quarante ans plus tard.

Rappelons que le frère aîné, parce qu'adopté par leur grand-oncle tout en étant élevé par ses propres parents, s'appelait de Vibraye et non de Sigalas, son patronyme de naissance et... celui de son frère. « C'était une situation étrange à vivre... »

Quel endroit du château notre guide préfère-t-il ? « Sans doute le pédiluve dans la cour centrale, parce qu'il est lié à mon enfance. Nous nous y baignions l'été. Bien sûr, nous avons la consigne d'attendre trois heures après le déjeuner, la fin de la digestion. Tous les enfants de ma génération ont connu cela ! sourit-il. J'ai aussi été très marqué par l'odeur très particulière qui émanait des différentes pièces et je revois mon grand-père lisant *Le Figaro* dans son fauteuil... » C'était le temps de l'insouciance, avant que la lourde charge de Bazoches ne pèse sur ses épaules.

« Nous avons un devoir aussi exaltant que contraignant vis-à-vis de ces propriétés familiales », dit-il. Évoquant ses deux jeunes sœurs et son frère cadet, il ajoute dans un demi-sourire : « Eux ont la chance de ne pas avoir de château... »

Bazoches a été classé en 1993 par les Monuments historiques, mais non par l'UNESCO, qui a sélectionné de nombreuses œuvres de Vauban dans son « patrimoine mondial » en 2008. « La décision a été politique, Bazoches et Belle-Île-en-Mer ont été exclus de la liste des sites retenus », regrette Amaury de Sigalas, qui n'a visiblement pas envie de s'étendre sur ce sujet douloureux.

De gros travaux ont été entrepris, principalement sur les façades et les toitures, pour lesquels des subventions représentant entre 20 et 30 % des frais ont été versées. Le chauffage central a été installé (cent dix radiateurs !), mais sans bénéficier d'aucune aide. « J'ai deux grands projets de restauration, concernant la façade nord et le percement des

caves. Ils ont été validés par le ministère de la Culture, mais, aujourd'hui, je n'ai pas les moyens de les entreprendre. » Très lourde, trop lourde, la charge financière du domaine est l'obsession de son propriétaire. Elle conditionne le destin futur de ce patrimoine historique, culturel et familial.

Amaury de Sigalas n'est pas salarié de et par Bazoches. « J'ai créé une microsociété et je me rémunère en honoraires », explique-t-il. Il tire aujourd'hui ses revenus de ses missions de consultant en prévention des risques routiers et de formateur dans les stages de récupération de points de permis qui, régulièrement, pour quelques jours, l'éloignent de Bazoches. Ce que les 30 000 visites rapportent est réinvesti dans le château, mais cela ne suffit pas... « Je ne pouvais ignorer que mon destin était lié à Bazoches. J'ai commencé très tôt à travailler pour lui, sachant que c'était mon avenir. J'avais alors un poste de salarié à Paris que j'ai quitté pour créer ma petite structure professionnelle qui a pour vocation de gérer le domaine. »

Dans son bureau du rez-de-chaussée où une cape de mousquetaire côtoie des autos et des avions miniatures, de nombreux livres traitant de sujets très divers, des affiches, des chapeaux, beaucoup de dossiers dans un joyeux bric-à-brac, il se fait grave en évoquant les difficultés auxquelles se heurte l'exploitation au quotidien d'un tel patrimoine. « Les 600 hectares de terrain autour du château ne rapportent rien. Du temps de mon grand-père, ils ont été replantés en douglas ; ces résineux ont pour avantage de pouvoir être coupés fréquemment, mais ne constituent pas un bois noble. Leur exploitation paie la gestion et la replantation, mais ne rapporte pas de revenus complémentaires à Bazoches », explique Amaury de Sigalas. Coïncidence étonnante, son aïeul tenait à peu

près le même langage : dans une lettre du 28 octobre 1701, Vauban mentionne son « patrimoine consistant en beaucoup de bois et de buissons et à de fort grands espaces très peu précieux »...

« Bazoches doit attirer plus de visiteurs. Pour cela, il faut faire davantage connaître le château, qui souffre d'un handicap : son nom, à lui seul, n'évoque pas directement Vauban et, aux yeux du public, ne permet pas d'établir le lien avec le personnage illustre. C'est pour cela que l'appellation officielle qui apparaît sur les brochures touristiques ou le site web est "Bazoches-demeure de Vauban", mais cela ne suffit pas », explique Amaury de Sigalas. C'est seulement très récemment que sur l'autoroute A6, à proximité de la sortie de Nitry, deux panneaux, un dans chaque sens, signalent le château en y associant le nom de Vauban.

Autre bonne nouvelle : France Télévisions a fini par réaliser un des rêves d'Amaury de Sigalas en consacrant une émission de la série « Secrets d'histoire » à son glorieux ancêtre, et donc aussi à Bazoches. Une belle occasion de faire plus largement connaître le château.

Fourmillant d'idées pour assurer la pérennité du château, le propriétaire de Bazoches aimerait aussi contacter des fabricants de jeux de construction. « Installer dans le parc un Lego géant représentant une des fortifications de Vauban, ce serait formidable ! s'enflamme-t-il. Lier, dans l'esprit des gens, Bazoches à Vauban, voilà l'enjeu ! « Je ne sais pas du tout de quoi sera fait mon avenir, confie-t-il. Ma motivation de garder Bazoches est de 1 000 %, mon enthousiasme aussi, et si j'ai fait tant de sacrifices, c'est en espérant qu'ils seront récompensés. Au-delà des difficultés, sauver un tel patrimoine historique, le faire

J'HABITE UN MONUMENT HISTORIQUE

revivre et le partager sont des missions exaltantes. Le mot d'ordre, aujourd'hui, est de conserver Bazoches. J'ai eu un ancêtre illustre, c'est un honneur, il faut être à la hauteur... »



À LA CITÉ-JARDIN DE SURESNES

La quatrième génération de locataires

Avant de rencontrer Margot Frouin dans son appartement de la cité-jardin de Suresnes, un petit tour dans ce quartier réserve une première surprise : les artères portent le nom de personnages, pour la plupart de l'entre-deux-guerres, évoquant la paix. Elles se nomment Louis Loucheur, artisan passionné de la coopération européenne, Jean Jaurès, le pacifiste assassiné, et cinq prix Nobel de la paix : Aristide Briand, Paul d'Estournelles de Constant, Léon Bourgeois, Frank Billings Kellogg et Gustav Stresemann...

C'est dans la rue portant le nom de ce dernier, ministre allemand de la République de Weimar partisan d'un rapprochement avec la France pour éviter la guerre, qu'habitent Margot Frouin, son mari David et la jeune Élise, 4 ans. Après sa mère Catherine, sa grand-mère Nicole et son arrière-grand-mère Odette, Margot, 31 ans, est la quatrième génération féminine de la famille à vivre dans ce quartier chargé d'histoire. Quatre générations, ce n'est pas si courant... David, qui a grandi à proximité, a aussi beaucoup fréquenté la cité dans sa jeunesse. Tous deux sont donc en pays de connaissance et c'est avec une émotion certaine qu'ils ont emménagé, en 2013, dans leur appartement de la cité. « Nos liens avec la cité-jardin remontent à l'enfance ; nous y avons tous les deux de

très nombreux souvenirs », confie Margot, assise dans le salon-salle à manger de son appartement. En revenant s'installer dans ce quartier où elle a ses racines, elle a aussi eu le sentiment de prolonger l'histoire familiale : « Ma grand-mère en a été très touchée, témoigne-t-elle ; elle a vécu quarante ans ici ! Mes arrière-grands-parents sont arrivés en 1937 et sont partis en 1978, pour des raisons de santé et l'impossibilité de monter les escaliers. Encore aujourd'hui, ma grand-mère garde un lien affectif très fort avec ce quartier. »

Catherine, la mère de Margot, présente ce jour-là à ses côtés, a aussi grandi là : « J'y suis née en 1958 et y ai passé mon enfance et mon adolescence. » Historienne, installée à Nantes après avoir habité aux États-Unis, elle est très sensible à la dimension patrimoniale et mémorielle du lieu. « C'est aussi un morceau de notre histoire sociale, insiste-t-elle. Il y avait une part d'utopie dans ce projet visionnaire de société urbaine coopérative, guidé par le souci de bien-être des habitants, une sorte de cité idéale. Je me souviens très bien que mes parents, d'origine ouvrière, ainsi que mes oncles et tantes qui habitaient aussi ici, témoignaient une profonde reconnaissance envers les initiateurs de la cité-jardin, mesurant la chance qu'ils avaient de profiter de cet environnement, de ces équipements et de l'esprit d'émancipation et de progrès qui régnait ici. Les gens étaient tirés vers le haut, notamment sur le plan culturel. »

Parmi les habitants actuels, les Frouin ne sont pas les seuls à cumuler plusieurs générations d'occupants. « Les gens restaient longtemps ici, les enfants prenaient souvent la suite de leurs parents, mais la plupart du temps sur deux générations », note Catherine. Margot a réuni un album de photos qui, du noir et blanc à la couleur,

retrace la vie des quatre générations de sa famille dans la cité-jardin. Derrière les visages, on reconnaît les bâtiments de brique, l'église, les jardins qui composent le quartier encore aujourd'hui. Comment ne pas éprouver le sentiment, forcément trompeur, que rien n'a bougé dans ce coin de Suresnes ?

Après avoir passé le concours de l'IUFM et envisagé de devenir enseignante, Margot Frouin a changé d'orientation et s'est consacrée à différentes activités culturelles, avant d'être embauchée à la mairie de Suresnes, où elle s'occupe des animations et des manifestations culturelles. Elle s'intéresse de près à l'histoire du lieu où elle vit : « Bien sûr, enfant, je n'avais pas conscience d'habiter dans un endroit particulier. Le déclic s'est produit il y a quelques années, notamment grâce aux initiatives de la mairie pour mieux faire connaître cette partie de la commune. C'est là que je me suis vraiment rendu compte qu'elle faisait partie de notre patrimoine. Souvent, on dit : "La cité-jardin, c'est un HLM !" C'est vrai, mais c'est aussi un morceau de notre histoire ! » Et cette histoire, elle la connaît bien. Ainsi, quand on l'interroge sur les noms de rues de la cité-jardin, elle explique que, lors de sa construction, la municipalité avait choisi de célébrer ainsi la paix et la fraternité dans ce quartier qui se voulait l'incarnation de ces valeurs après le choc de la Première Guerre mondiale, et dans l'espérance rapidement déçue du « Plus jamais ça ! ». Il y eut même une délibération spéciale du conseil municipal pour entériner cette décision de donner à ces rues le nom de personnages « qui ont tendu à l'humanité le flambeau qui doit la guider vers la paix définitive et la fraternité des peuples »... Une statue de Jean Jaurès se dresse encore tout près de l'appartement de Margot et David.

La cité-jardin est née d'un rêve : celui d'offrir à des catégories sociales laborieuses des logements confortables et fonctionnels et, au-delà, un environnement et un tissu urbain susceptibles de favoriser la fraternité, la justice, la santé et l'émancipation. Si le modèle a vu le jour en Angleterre au tout début du ^{xx}^e siècle, il a fallu attendre les années 1920 pour le voir s'implanter – modestement – en France. Un homme y a largement contribué : Henri Sellier (1883-1943), maire de Suresnes pendant vingt-deux ans. « Ce nom, tout habitant de la commune apprend très vite à le connaître, sourit Margot Frouin : le collègue, ici, s'appelle Henri Sellier, le grand boulevard s'appelle Henri Sellier, etc. À côté de l'immeuble où nous vivons, une plaque lui rend hommage ; elle est régulièrement fleurie par le maire au cours d'une cérémonie officielle. »

Pour concevoir la cité-jardin de Suresnes, Henri Sellier s'inspire de modèles britanniques, mais aussi du fameux Familistère imaginé par Jean-Baptiste André Godin, dans l'Aisne, pour loger les ouvriers de son usine. À côté de celle de Suresnes, d'autres cités-jardins virent le jour, au même moment, dans la banlieue de la capitale, à Stains, Châtenay-Malabry, Gennevilliers, Champigny-sur-Marne... Durant toute sa vie publique, Henri Sellier, militant socialiste et pacifiste, a fait du logement et de la santé ses préoccupations principales. Quand il devient maire de Suresnes en 1919, la ville compte 20 000 habitants, beaucoup d'usines et d'ateliers, de grands terrains agricoles. Les logements sont peu nombreux et souvent insalubres. Une de ses premières décisions de maire est de récupérer un vaste terrain de 42 hectares, sur la plaine de la Fouilleuse, au pied du Mont-Valérien, à cheval sur les deux communes de Rueil et de Suresnes. Le chantier débute en 1921. L'année

suivante, la cité comprend 213 logements. En 1935, ils seront 1 600. En 1956, lors de l'achèvement des travaux, près de 3 000.

Pour lancer ce projet, Henri Sellier s'appuie sur l'Office public des habitations bon marché (HBM) du département de la Seine, qu'il a lui-même créé en 1915 avec un double objectif : répondre à l'accroissement démographique de la ceinture parisienne et offrir des conditions de vie décentes aux milliers de familles vivant dans les bidonvilles qui entourent la capitale et où, entre autres maux, la tuberculose fait des ravages. Avec l'architecte Alexandre Maistrasse – Félix Dumail et Julien Quoniam se joindront à lui un peu plus tard –, il conçoit des bâtiments à taille humaine, agrémentés de jardins et d'espaces arborés et fleuris. À l'intérieur, les appartements sont résolument modernes pour l'époque, dotés d'un niveau de confort alors rare, même dans les logements bourgeois, et inexistant dans ceux à vocation sociale : W-C tout-à-l'égout, évier, douche, vide-ordures, éclairage électrique dans toutes les pièces, débarras, cheminée... Les façades sont en briques, les bâtiments ne dépassent pas cinq niveaux, avec une importante hauteur sous plafond pour le dernier étage, les toits sont à double pente.

À l'intérieur des appartements, des ouvertures translucides sont pratiquées au-dessus des portes afin de laisser entrer un maximum de lumière et de chaleur. « Elles sont toujours présentes, mais nous les avons occultées dans notre appartement, car, sinon, impossible d'avoir une totale obscurité. Les appartements sont très bien conçus, pratiques, modulables en fonction du nombre de chambres nécessaire », décrit Margot en faisant découvrir son appartement qui a subi pas mal de transformations par rapport à l'état initial avec, notamment, l'adjonction d'une vraie salle de bains. L'ensemble du logement est très lumineux

et bénéficie de bonnes proportions entre le salon-salle à manger et les chambres. « Il reste un point noir : l'insonorisation est restée d'origine », explique Margot, et cela la gêne davantage que l'absence d'ascenseur. Il faut dire que la cage d'escalier est très belle, tapissée d'un carrelage composé de multiples pierres de différentes nuances de marron et de beige. Une atmosphère très Art déco !

Dès l'origine, la cité-jardin comptait plusieurs catégories de logements, de 35 à 55 mètres carrés, offrant divers niveaux d'équipements. Certains, parmi les premiers construits, n'avaient pas de douche ; pour pallier ce manque, et dans un souci hygiéniste, leurs résidents recevaient des « bons de douche » avec leur quittance de loyer. Mais, à partir de 1948, tous les logements se sont vus équipés soit d'une douche, soit d'une baignoire. Chaque bâtiment disposait de son jardin, que des venelles arborées reliaient entre eux. Des squares furent aménagés, ainsi que des zones fleuries. Dans la cité-jardin, le jardin n'est jamais loin de la cité...

Au troisième étage, l'appartement de Margot et David – logement HLM comme la grande majorité des logements de la cité – est doublement exposé. D'un côté, il donne sur un coquet jardin intérieur, avec de grands arbres, des tables de ping-pong, des allées bien taillées et des massifs de fleurs. De l'autre côté, les fenêtres s'ouvrent sur une vaste place au centre de laquelle trône, majestueuse, l'église de la cité-jardin. Son nom est dans le droit fil de l'esprit des bâtisseurs du quartier : Notre-Dame-de-la-Paix.

L'église, construite sur un terrain cédé à des conditions très avantageuses, fut une des toutes premières réalisations des « Chantiers du Cardinal », lancés au lendemain de la Première Guerre mondiale par le cardinal Verdier pour favoriser la construction d'églises.

L'édification de Notre-Dame-de-la-Paix bénéficia aussi de l'aide de Madame Agache-Kuhlmann, qui avait fait le vœu de faire construire une église si son mari, puissant industriel, guérissait du cancer. Malgré la mort de ce dernier, elle respecta son engagement. L'édifice fut achevé en avril 1934. Deux ans plus tard, avec la chapelle toute proche de Notre-Dame-de-la-Salette, elle accueillit 50 jeunes Basques natifs de Guernica fuyant la guerre civile espagnole. Cette année-là, la situation internationale, résonnant de bruits de bottes, met en péril le rêve de paix des promoteurs de la cité-jardin. La suite sera pire encore.

En 1941, un bombardement qui ciblait le champ de courses de Saint-Cloud toucha le quartier. Une bombe tombée dans une cage d'escalier tua 82 personnes. Lors de l'hommage qui leur fut rendu, Henri Sellier refusa de serrer la main de Pierre Laval. Le maire de Suresnes, résistant, fut ensuite destitué de ses fonctions et incarcéré. Libéré, mais très affaibli, il mourut à Suresnes en novembre 1943.

Quant à l'église Notre-Dame-de-la-Paix, elle survécut à la guerre. Margot Frouin y a de nombreux souvenirs, entre baptêmes, mariages, enterrements... jusque, dans un passé plus lointain dont elle n'a que les photos, au mariage de ses grands-parents. Curieusement, les souvenirs de sa mère diffèrent un peu : « J'adorais le catéchisme, se rappelle Catherine Frouin, car c'est là qu'étaient organisées les premières booms... »

Construire une église dans la cité était un souhait de ses initiateurs. « À côté des logements, les habitants devaient pouvoir disposer d'équipements scolaires, culturels, sportifs et même religieux », explique Margot Frouin. Ce dernier point peut surprendre de la part d'Henri Sellier, socialiste

et ouvertement laïc, mais il traduisait son engagement à bâtir un quartier répondant aux besoins, même spirituels, de ses habitants. Œcuménisme oblige, on trouvait à proximité de l'église un appartement servant de synagogue et un temple protestant.

L'instruction représentant une priorité et un outil d'émancipation sociale, une école fut construite en même temps que les premiers bâtiments d'habitation. Elle fut, sans surprise, baptisée Vaillant-Jaurès. Puis, pour satisfaire à l'afflux d'élèves, une deuxième école fut inaugurée en 1931, portant le nom d'Aristide Briand.

Catherine Frouin témoigne : « Dans le préau de l'école primaire étaient organisés deux à trois fois par semaine les cours de gymnastique rythmique et de danse moderne ; je me souviens aussi d'un piano sur lequel le professeur de musique pouvait se mettre à jouer à tout moment. Plus grands, nous allions au collège et, à l'intérieur, il y avait une piscine ! Une piscine dans un collège, c'était exceptionnel, et c'était la seule de Suresnes... En plus, elle était magnifique, Art déco, recouverte de céramiques et de mosaïques. Cela nous a permis, à tous, d'apprendre à nager, ce qui était encore très rare au début des années 1960. Je me souviens du professeur de natation, qui a dû sévir pendant une bonne quarantaine d'années, il nous jetait à l'eau pour surmonter notre appréhension... Une méthode aujourd'hui inenvisageable, mais efficace ! »

Initiative novatrice répondant au souci hygiéniste d'Henri Sellier, une troisième école ouvrit ses portes en 1936 au cœur de la cité-jardin : l'École de Plein Air, elle aussi classée monument historique. Elle était destinée à accueillir les enfants de santé fragile. Les salles de classe y étaient en forme de cubes, avec des vitres se repliant

à volonté pour pouvoir profiter au maximum du soleil et du grand air.

Pour accueillir les locataires les plus âgés et leur permettre d'échapper à l'hospice, la cité-jardin abritait un établissement inspiré des béguinages belges, avec des chambres où les résidents pouvaient apporter leur propre mobilier. Les habitants disposaient aussi d'un bureau de poste, ainsi que d'une annexe de la mairie pour leur éviter de devoir se rendre au centre-ville, assez éloigné. De leur côté, de nombreux commerces leur permettaient de se nourrir, se vêtir, se distraire, se coiffer, d'équiper leurs logements. « On avait notre langage, se souvient Catherine ; on n'allait pas à la librairie-papeterie, mais chez Jeanne ; pas à l'épicerie, mais chez Masbœuf. Évidemment, tout le monde se connaissait. » La culture n'était, bien sûr, pas oubliée dans la cité-jardin. Au contraire, elle était valorisée et accessible. Une salle de spectacle, baptisée Albert-Thomas, accueillait des pièces de théâtre, des films, des concerts, comme ceux des Jeunesses musicales de France. Catherine Frouin se rendait souvent à la salle Albert-Thomas : « C'est là que, sous la houlette de Jean Vilar, la troupe du TNP, pas encore installée à Chaillot, est venue se décentraliser en banlieue pour apporter la culture aux ouvriers en proposant régulièrement une pièce suivie d'un grand bal. On pouvait aussi librement rencontrer les acteurs et parler avec eux. Plus globalement, dans toute la cité, les habitants bénéficiaient d'une forte incitation culturelle, à travers diverses manifestations, des activités, la bibliothèque, etc. » La salle Albert-Thomas a été rebaptisée théâtre Jean-Vilar dans les années 1970.

La cité-jardin de Suresnes a fait l'objet d'une importante réhabilitation dans les années 1990, en respectant

les obligations des bâtiments inscrits à l'inventaire général du patrimoine culturel.

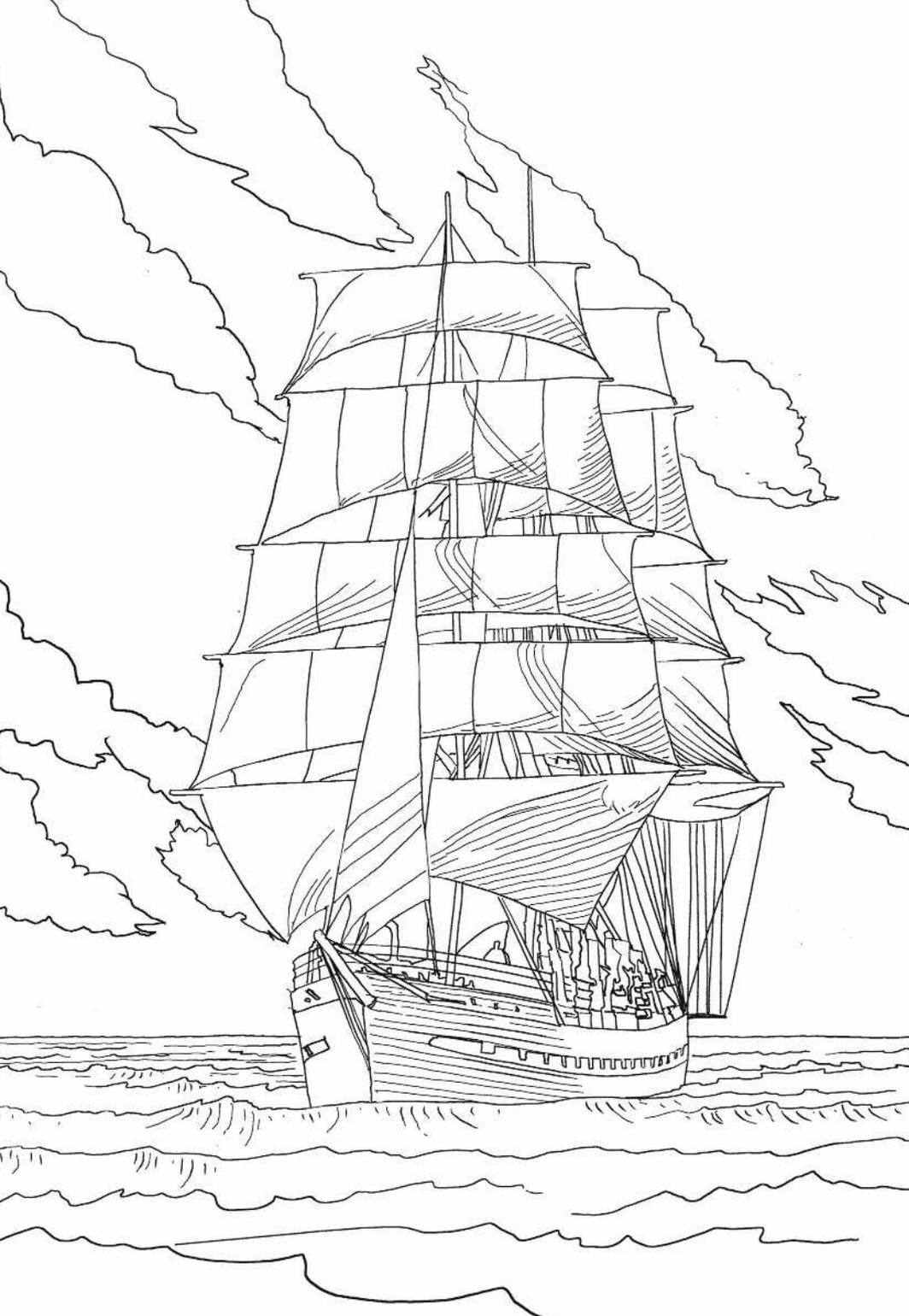
Aujourd'hui, les cités-jardins, de Suresnes et d'ailleurs (qui s'orthographient, selon les lieux, avec ou sans *s* à « jardin »), sortent de l'oubli où elles ont été plongées pendant les Trente Glorieuses, au cours desquelles « logement social » rimait avec « grands ensembles verticaux et architecture sur dalle ». À présent, ces « utopies de brique et de verdure » sont remises à l'honneur. Si elles sont toutes différentes, elles partagent les mêmes éléments architecturaux. Un Printemps des cités-jardins se tient chaque année pour mieux les faire connaître ; une association régionale des cités-jardins d'Île-de-France a vu le jour. De son côté, le Musée d'histoire urbaine et sociale de Suresnes (MUS) organise des visites de la cité-jardin locale, à travers, notamment, la reconstitution d'un appartement témoin, et a réuni un important fonds documentaire.

Margot Frouin se réjouit bien sûr de ces initiatives, pour elle, mais aussi pour sa mère et sa grand-mère : plus « sa » cité-jardin fera l'objet d'attentions, plus elle sera heureuse. « D'autant que beaucoup de gens qui y vivent ignorent la dimension historique du quartier, son passé, son rôle, sa place à part, les conditions de sa création », regrette Margot.

Mais habitera-t-elle encore là dans quelques années ? Même si elle y est viscéralement attachée, Margot sait aussi que l'endroit est assez mal desservi, qu'on y trouve moins de convivialité qu'avant, peut-être moins de mixité, que les temps changent... Margot et David rêvent d'une maison, avec un jardin pour la petite Élise et ses frères et sœurs à venir. « Malheureusement, ce ne sera sans doute pas à Suresnes, en raison des prix trop élevés », déplorent-ils. Pourtant, même s'ils s'en éloignent géographiquement, la

J'HABITE UN MONUMENT HISTORIQUE

cité-jardin, *leur* cité-jardin, ne sera jamais loin de leur cœur.
« Elle occupe une place si importante dans nos vies ! Nous en parlerons   nos enfants. Peut-être que, adultes, ils reviendront habiter ici. Ce serait la cinquième génération... »



SUR LE *BELEM*

Bosco sur un fameux trois-mâts

Passion ! Le mot revient régulièrement dans la bouche de Jean-Baptiste Leost, le « bosco » du *Belem*. Passion de la mer, de la navigation, des grands voiliers. Passion du *Belem*. Mais peut-on faire ce métier sans passion et naviguer sur ce trois-mâts exceptionnel devenu « sa maison » sans ressentir d'émotions ardentes ? Non, sans doute. À 33 ans, marin sur un navire mythique, Jean-Baptiste Leost est un privilégié ; il le sait et il le dit. Mais ce privilège-là se mérite.

Le bosco, en langage de marine, est le maître d'équipage, le chef des matelots. C'est lui qui, à bord, répartit les tâches, veille à leur bonne exécution et coordination, détecte toute anomalie et y remédie. Chef d'équipe, meneur d'hommes, homme-orchestre, il a l'œil à tout. Et quand il s'agit d'assurer la bonne marche d'un bateau de près de 125 ans, classé monument historique, pourvu de trois mâts culminant à 34 mètres, on mesure la grandeur autant que la difficulté de la mission de Jean-Baptiste Leost.

Grand, carré d'épaule, avenant, avec au côté le poignard que tout matelot se doit de porter sur un tel voilier pour pouvoir trancher dans le cordage en cas de besoin, il prend un plaisir manifeste à présenter « son » bateau, à en dévoiler les beautés, à en révéler les petits secrets.

« On dit de certains bateaux qu'ils ont une âme ; le *Belem* aussi a un cœur et une histoire. Une histoire dingue ! » s'enthousiasme-t-il.

Une « histoire dingue », effectivement... Le trois-mâts a connu pas moins de cinq vies et changé trois fois de pavillon. Sa construction est lancée en 1896 par le chantier naval Dubigeon, à Chantenay-sur-Loire, près de Nantes. Curieuse décision, en apparence, que de construire un grand voilier au moment où les navires à vapeur commencent à s'imposer sur toutes les mers du globe. L'objectif est entre autres de donner du travail à ce chantier de voiliers menacé par le changement d'époque : ce nouveau bateau est ce qu'on nomme alors un navire « à prime », financé en partie par des dotations publiques. Le bâtiment, achevé en six mois, est un trois-mâts barque à phare carré et à coque en acier riveté et soudé, léger, robuste, capable d'embarquer jusqu'à 675 tonnes de marchandises avec un équipage de treize hommes seulement. Il est baptisé du nom de la ville brésilienne de Belem. C'est au Brésil en effet que, pour le compte de Menier, il va chercher des fèves de cacao, transformées ensuite en chocolat dans les usines de la société, à Noisiel-sur-Seine. Après le cacao, il transportera, entre autres, du rhum et de la canne à sucre jusqu'en 1914. La Première Guerre mondiale, qui a envoyé par le fond de nombreux grands voiliers de commerce, sonne définitivement le glas de la marine à voile. Le *Belem* est contraint d'interrompre ses traversées de l'Atlantique. Les vapeurs, plus rapides et plus sûrs, ont eu raison de lui.

C'est un aristocrate qui le sauve alors de la destruction. Et pas n'importe lequel ! Séduit par l'élégance du *Belem*, le duc de Westminster en personne l'achète, puis, à grands frais, le transforme en yacht de luxe battant pavillon britannique. « Le nouveau propriétaire va équiper le bateau

d'un moteur, surélever la dunette sur le pont avant et la décorer de balustres dans le plus pur style victorien, toujours visibles aujourd'hui », raconte Jean-Baptiste Leost, heureux de les faire découvrir. Une pièce a été ajoutée, le grand roof, qui devient un espace de réception – c'est toujours le cas –, ainsi qu'un escalier à double révolution et des boiseries en acajou de Cuba et teck de Birmanie encore présentes. Mais le duc profite peu du navire et le revend en 1921 au magnat de la bière Sir Arthur Ernest Guinness, grand amateur de navigation à voile. Ce dernier poursuit les transformations du *Belem*, qu'il rebaptise *Fantôme II* – il possédait déjà le *Fantôme I*. À son bord, tout en gérant ses affaires, dit-on, il effectue entre 1923 et 1924 un tour du monde avec femme, enfants et amis pendant un an, empruntant le canal de Suez et celui de Panama. À l'arrière du bateau, juste devant le gouvernail, Jean-Baptiste Leost fait admirer le « banc des demoiselles » en bois précieux, ajouté par Sir Guinness. « Sans doute, ses filles s'installaient là les jours de beau temps pour regarder les manœuvres », imagine-t-il, un brin rêveur. Vestige d'une autre époque, d'un autre monde... « Aujourd'hui, comme on a très peu l'occasion de se reposer à bord, il ne sert vraiment plus beaucoup... »

Pendant la Seconde Guerre mondiale, le bateau est amarré à l'île de Wight et désarmé. L'une des filles de Sir Guinness, qui en a hérité, le revend en 1951 à un industriel et mécène italien, Vittorio Cini, qui souhaite en faire un navire-école. Dans cette optique, l'intérieur du navire est très largement réaménagé pour pouvoir accueillir des équipages nombreux. Rebaptisé *Giorgio Cini*, du nom du fils du propriétaire mort dans un accident d'avion, et battant pavillon italien, le voilier est amarré à Venise, sur l'île San Giorgio Maggiore, en face de la place Saint-Marc. Pour les habitants de la Sérénissime, il devient un élément du décor.

On peut même l'apercevoir dans le film de Visconti, *Mort à Venise*. Cette troisième vie s'achève en 1967, le navire ne répondant plus aux impératifs de la formation navale moderne. Le *Giorgio Cini* reste à quai et s'abîme. Sa quatrième vie, qui se poursuit encore aujourd'hui, va bientôt commencer.

En 1970, présent à Venise pour un congrès, le docteur Luc-Olivier Gosse, médecin français passionné de voile, découvre le bateau à quai, en très mauvais état. Observant le pont, il aperçoit une petite plaque en bois sur laquelle, à demi effacée, il parvient à lire l'inscription « *Belem* ». Cette découverte permet d'identifier le bateau. Ce navire-école italien désaffecté est bien l'ancien trois-mâts français dont on avait perdu la trace !

Le trois-mâts, qui vient ainsi un peu par hasard de retrouver son identité, est mis en vente en 1977. En France, une souscription est lancée. Après de nombreuses tractations, il est acheté en janvier 1979 par la Caisse d'Épargne grâce au fonds de réserve du livret A... Par cet acte de mécénat d'une ampleur inédite à l'époque, l'établissement financier souhaite que ce patrimoine, ultime survivant de sa génération, retrouve son pavillon d'origine. Une fondation spéciale est alors créée par la Caisse d'Épargne, qui, aujourd'hui encore, a en charge le destin du navire, même si elle en confie l'armement et l'entretien à un gérant.

Après quatre ans de restauration à Brest puis à Paris, le bateau reprend la mer. Il a retrouvé son nom et son pavillon d'origine. En 1986, il vogue jusqu'à New York, où il représente la France à l'occasion du centième anniversaire de la statue de la Liberté. En effet, ce navire confié à une fondation privée représente la France à chacune de ses escales à l'étranger. Mais cette fonction honorifique ne saurait faire oublier sa destination essentielle, depuis 1987 : navire-école

civil, le *Belem* permet à tous ceux qui le souhaitent d'expérimenter ce que pouvait être la vie d'un marin à bord d'un grand voilier au XIX^e siècle, lors de séjours participatifs de trois à dix jours. Il reçoit ainsi chaque année à son bord plusieurs centaines de navigants qui, encadrés par des matelots professionnels, se familiarisent avec ce type de navigation dans un environnement exceptionnel. De ce fait, le *Belem* joue le rôle d'un remarquable passeur de valeurs comme la solidarité, le sens de la discipline, le courage ou le travail en équipe. Car, si l'ambiance à bord se veut conviviale, on ne manœuvre pas un tel joyau de 58 mètres de long, aux 1 200 mètres carrés de voilure répartis en 22 voiles, 250 poulies et 4 kilomètres de bouts, capable de dépasser 9 nœuds, en regardant les mouettes voler...

À bord, les passagers occupent à tour de rôle l'ensemble des postes de travail, participent aux activités pratiques et théoriques, de jour comme de nuit, pendant les « quarts », envoyant les voiles, grimant aux mâts, barrant, briquant le pont... Ils sont logés dans quarante-huit couchettes et disposent – confort moderne oblige – de sanitaires et douches individuelles. Cette expérience est accessible à tous, à condition d'avoir plus de 14 ans et de présenter un certificat médical.

Jean-Baptiste Leost a découvert le *Belem* en 2009. Le début d'une histoire d'amour. Non, pas d'amour, de passion... « Né dans une famille de marins, j'ai grandi à Erquy, dans les Côtes-d'Armor, raconte-t-il ; ce qui m'attirait d'abord était la construction de bateaux. Ma mère, pourtant, me prédisait une carrière sur un grand voilier... J'ai fait une école de charpente navale, mais, allergique aux bois exotiques, j'ai dû abandonner. » Un peu à contrecœur, il passe un BEP de pêche côtière au lycée maritime de Saint-Malo, puis un bac pro de gestion des ressources maritimes,

et effectue plusieurs stages sur un bateau de pêche. À défaut d'une vocation pour ce métier, il découvre le bonheur de naviguer.

Un peu plus tard, Jean-Baptiste Leost, qui a signé un contrat de réserviste avec la marine nationale, participe à une régata de quatre mois sur la goélette la *Belle Poule* au cours de laquelle un marin du bord lui parle du *Belem*. « Rentré à terre, j'ai envoyé une lettre de motivation et, cinq jours plus tard, j'étais embauché comme simple matelot... J'ai embarqué le 5 juillet 2009 pour deux mois. Coup de foudre immédiat ! » Lorsqu'on lui propose de revenir sur le bateau pour l'hivernage, il refuse. « Je voulais naviguer ! Gratter la rouille pendant tout l'hiver, ça ne m'intéressait pas trop à cette époque-là, j'avais 23 ans. » Jean-Baptiste ajoute alors une nouvelle corde à son arc en embarquant sur les navires de l'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) et participe pendant un an et demi à plusieurs missions scientifiques en Afrique et au large du Mexique. L'aventure s'arrête ensuite pour une question de contrat. « J'ai alors à nouveau postulé pour le *Belem* et j'ai été pris au début de la saison 2011. J'ai été très heureux de le retrouver, il m'avait manqué plus que je ne le pensais. »

Depuis, Jean-Baptiste Leost est resté fidèle au *Belem*. « C'est ma résidence principale, j'y passe sept mois de l'année ! Je suis à l'aise à bord, plus à l'aise qu'à terre où parfois je me sens perdu, et mon attachement pour lui n'a cessé de grandir », témoigne-t-il. Revenu comme matelot, il est nommé chef de tiers au bout de quinze jours : « C'est celui qui gère la manœuvre pendant son quart, secondé par deux autres matelots. » Et, en 2015, le voilà maître d'équipage, ou « bosco ».

Au cours de notre entretien, alors que le trois-mâts est à quai à Nantes, son port d'attache, pour se refaire une santé

et une beauté pendant la période d'hivernage, Jean-Baptiste sera plusieurs fois interrompu, d'abord par le charpentier du bord, puis par deux autres matelots, à chaque fois pour un problème très pointu, dans des domaines fort différents. Toujours, le bosco apportera, dans la seconde et avec le sourire, une réponse claire, précise, carrée. Et l'exercice se répète tout au long de la journée... « C'est un métier de passion qui demande de la débrouillardise, l'esprit de décision, de la persévérance, de la polyvalence et la capacité d'avoir une vue d'ensemble », explique-t-il. Sans oublier une bonne condition physique car, notamment, les bras et les articulations sont très sollicités et Jean-Baptiste Leost ne compte plus les tendinites, les déchirures musculaires et autres douleurs plus ou moins graves inhérentes à la vie sur un grand voilier.

Il évoque avec sobriété ses blessures plus sérieuses ; ainsi, ayant un jour reçu un coffre sur la tête, il dut se faire recoudre au sommet du crâne sans anesthésie... par le commandant. « Il n'y a pas de médecin à bord ; tout l'équipage a une formation de premiers secours, mais c'est le commandant qui "opère" ; pendant qu'il me recousait, il était en liaison téléphonique avec un hôpital, à quelques milliers de kilomètres de là, où un médecin lui indiquait la conduite à tenir... », raconte Jean-Baptiste Leost, qui mentionne aussi d'autres blessures que nous taisons pour ne pas faire frissonner les lecteurs... Naviguer sur un tel voilier n'est pas de tout repos ! « Bien sûr, c'est un mode de vie marginal, on n'est jamais avec sa famille. Mais quel bonheur de naviguer sur un tel bateau ! » Jean-Baptiste confiera juste qu'il a une « copine » à terre et qu'il s'est acheté une petite maison en pleine nature, près d'Erquy, le port de son enfance.

L'endroit du *Belem* qu'il préfère ? « La mâture ! répond-il sans hésitation. Quand on est là-haut, à 34 mètres au-dessus

de la mer, c'est une sensation extraordinaire. Même si je monte le plus souvent pour contrôler que tout va bien, j'y grimpe aussi pour le plaisir, pour l'ivresse. Surtout en pleine mer. Je préfère le faire quand il fait beau, mais il m'est arrivé de rester trois ou quatre heures là-haut, sous la pluie, et de trouver ça agréable, presque enivrant. Au milieu des éléments, on se sent vraiment vivant. » Jean-Baptiste Leost se souvient très bien de la première fois qu'il est monté tout en haut du grand mât. « C'était le jour où j'ai embarqué ; le *Belem* était au mouillage à Royan. Je suis arrivé à bord, le bosco m'a fait poser mon sac, m'a donné des vêtements de travail et m'a emmené là-haut avec lui ; là, il m'a expliqué plein de choses. J'ai adoré la sensation ; ensuite, je voulais y monter tout le temps. C'est bizarre : en haut d'un immeuble, je ne me sens pas bien si je regarde le vide, mais en haut du grand mât, je ne ressens aucun vertige. »

Son meilleur souvenir à bord est le passage du canal de Corinthe : « J'étais monté sur le grand mât et je voyais de chaque côté, à quelques mètres, les parois verticales du canal, c'était magique ! » raconte-t-il. Quant aux moins bons souvenirs, il les a oubliés : « Je pardonne tout au *Belem*... »

Si le trois-mâts l'a emmené sur toutes les mers du globe, ou presque – « Je ne suis jamais allé à New York avec lui, c'est mon rêve ! » –, Jean-Baptiste Leost avoue que sa navigation favorite est celle qui longe... les côtes bretonnes. « J'adore naviguer vers chez moi, dans la baie de Saint-Brieuc, les îles Anglo-Normandes, c'est là que j'ai commencé à prendre la mer. J'adore passer Ouessant, et Belle-Île est peut-être ma destination préférée. Mais le *Belem* est fait pour affronter la haute mer, pas pour faire du cabotage ! »

À bord, l'équipage se compose de seize hommes et femmes : cinq officiers de la marine marchande, dont le commandant, un bosco, huit matelots gabiers, deux

cuisiniers (bien se nourrir est important, mais vin et alcool sont totalement interdits à bord). En réalité, quarante personnes sont nécessaires en raison des roulements de personnel. À bord, le tutoiement est de rigueur, « sauf quand on s'adresse au commandant ! » précise Jean-Baptiste Leost. L'exiguïté des cabines, la promiscuité, les longues absences, les tempêtes, les jours de pluie, les douleurs physiques, les coups au moral... la vie de matelot est souvent rude et Jean-Baptiste Leost n'en minimise pas les difficultés. « Mais tout cela s'efface lorsque je prends un peu de temps pour regarder, admirer ce bateau dont je connais pourtant tous les recoins par cœur. Souvent, alors, je me pince pour être sûr que je ne rêve pas ! »

Dernier témoin de la grande navigation à voile, plus ancien trois-mâts européen en activité, véritable miraculé, le *Belem* a été classé monument historique le 27 février 1984. Il fut un des tout premiers navires à recevoir cette distinction – le *Duchesse Anne*, trois-mâts à coque métallique lancé en 1901, fut, en 1982, le premier classé après une nécessaire modification de la loi qui ne prévoyait pas cette possibilité pour les bateaux. Depuis, près de cent cinquante bâtiments ont suivi : une flotte disparate faite de grands voiliers de plaisance, de bateaux de pêche, d'embarcations fluviales, de bateaux-pilotes, de canots de sauvetage, de navires militaires ou scientifiques, etc., dont treize seulement sont, comme le *Belem*, antérieurs à 1900. La majorité d'entre eux est basée en Bretagne, en Aquitaine et dans les Pays de la Loire. Quatre-vingts pour cent des bateaux classés naviguent en mer, les autres relevant du domaine fluvial. Parmi les obligations que doivent respecter tous ces bateaux figurent un contrôle scientifique et technique régulier et une autorisation pour toute sortie de territoire. Pour le *Belem*, qui navigue sept mois par an, c'est assez contraignant !

Les critères essentiels de classement ou d'inscription sont l'intérêt public (histoire, technique, rareté, usage...), le projet culturel (même si l'ouverture au public n'est pas impérative), la réputation de l'architecte ou la personnalité du navigateur, la fidélité à l'esprit d'origine. Parce que le navire est classé monument historique, un représentant du ministère de la Culture siège au conseil d'administration de la Fondation Belem, auprès de représentants de la Caisse d'Épargne, de l'État et de personnalités qualifiées (actuellement l'écrivain et marin Yann Queffelec, par exemple).

Entretenir et restaurer un tel monument historique flottant est exigeant et très coûteux : 3 millions d'euros par an, dont une moitié financée par la Fondation Belem et l'autre par les recettes des navigations, de la billetterie et des affrètements privés. Seuls des artisans qualifiés dans la restauration des grands voiliers, maîtrisant des savoir-faire en voie de disparition, peuvent assurer, dans les règles de l'art, les travaux nécessaires. Chaque année, le ministère de la Culture, *via* sa direction en Pays de la Loire, valide l'ensemble des restaurations proposées par la Fondation. « Rien ne se fait sans son aval, dit Jean-Baptiste Leost. On lit l'histoire du bateau quand on le visite ; ses périodes successives sont inscrites dans ses bois, son gréement, ses aménagements. C'est le résultat de cette exigence. Mais à bord tout est utile, rien n'est là pour faire beau. » La rénovation d'un trois-mâts classé monument historique n'implique en aucun cas un retour à l'état d'origine – heureusement ! –, mais le retour à un état documenté. C'est l'authenticité qui prime et cette dernière n'exclut ni les transformations ni les modernisations, à condition qu'elles aient un sens dans la vie du voilier.

Plusieurs gros chantiers ont été menés sur le bateau depuis 2016. Les deux moteurs, de 575 chevaux chacun,

ont été changés, ce qui fait dire au bosco que le trois-mâts est aujourd'hui « une vieille dame avec un cœur de jeune fille ». Coût : 200 000 euros. Les éléments d'ornementation de la poupe et de la proue, en bois sculpté, ont été complètement restaurés. Coût : 30 000 euros. Le grand foc de 53 mètres carrés, très exposé au vent et aux UV, et donc très fragile, a fait peau neuve, refabriqué à l'ancienne par un maître voilier de Noirmoutier. Coût : 9 000 euros. La restauration du bureau du commandant, en mauvais état, a aussi été menée à bien, fruit d'un travail mené conjointement par des conservateurs du patrimoine agréés par le ministère et différents corps de métiers (ébénistes, bronziers, tapissiers...). Le fauteuil en cuir de Sir Guinness est toujours présent dans le bureau...

Mais rendre ainsi hommage au passé ne fait pas perdre de vue le présent. Ni le futur. Car ce trois-mâts se doit d'être aussi un bateau du XXI^e siècle, respectueux de l'environnement. Ainsi, la Fondation Belem a, entre autres mesures, installé à bord des centrales de traitement des eaux usées. Les aménagements successifs que le navire a connus depuis 1896 ont démontré l'étonnante adaptabilité du trois-mâts, gage de sa longévité.

Pourtant... pourtant le *Belem*, comme tout bateau, a fatalement une durée de vie limitée. On peut continuer à l'entretenir, l'améliorer, mais naviguer depuis plus de cent vingt ans constitue déjà un quasi-miracle. Une chose est sûre : Jean-Baptiste Leost, comme tous les membres de l'équipage, ne conçoit ce navire que fendant les flots, toutes voiles dehors, plus fort que le temps et les éléments, indestructible. « Peut-être qu'un jour, dans très longtemps, le *Belem* deviendra un navire-musée. Ça, ça me déchirerait le cœur ! »